
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 64

Bill No. 64

Loi modifiant le Régime de rentes
du Québec

An Act to amend the Québec
Pension Plan

Première lecture

First reading

M. FORGET

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 64

Loi modifiant le Régime de rentes
du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 8 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24), remplacé par l'article 3 du chapitre 53 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **8.** Les dispositions de la présente loi relatives à la contribution à titre de travailleur autonome pour une année s'appliquent à une personne qui réside au Québec au cours de l'année aux termes de la Loi sur les impôts, sauf si elle n'y réside qu'en vertu du paragraphe *a* de l'article 8 de cette dernière loi.

Toutefois, elles ne s'appliquent pas à une personne qui réside au Canada hors du Québec, soit le dernier jour de l'année, soit le jour où, dans l'année, elle a cessé de résider au Canada. »

2. L'article 36 de ladite loi ainsi que l'intitulé qui le précède et qui se lit « *Indice des gains* » sont remplacés par ce qui suit:

« *Salaire de base*

« **36.** Le salaire de base est, pour chaque mois, la moyenne des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada au cours de ce mois, tel que la publie Statis-

Bill No. 64

An Act to amend the Québec
Pension Plan

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 8 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24), replaced by section 3 of chapter 53 of the statutes of 1972, is again replaced by the following:

“**8.** The provisions of this act with respect to the contributions of a self-employed worker for a year apply to persons who are resident in the province of Québec during the year for the purposes of the Taxation Act, unless they are resident therein only with respect to paragraph *a* of section 8 of the above mentioned act.

However, they do not apply to persons who are resident in Canada outside the province of Québec either on the last day of the year or on the day of that year on which they ceased to be resident in Canada. »

2. Section 36 of the said act and the heading preceding it which reads “*Earnings Index*” are replaced by the following:

“*Base Wage*

“**36.** The Base Wage is, for each month, the average of weekly salaries and wages of the Industrial Composite in Canada for that month, as published by Statistics Canada under the Statistics

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 a pour but de rattacher la notion de résidence à celle que prévoit la Loi sur les impôts, incluant la résidence présumée visée à l'article 8 de ladite loi, sauf lorsqu'un particulier n'est présumé résider au Québec que parce qu'il y séjourne 183 jours ou plus dans une année.

L'article 2 remplace la notion « d'indice des gains » par celle de « salaire de base »; il fonde le salaire de base sur les gains hebdomadaires moyens publiés mensuellement par Statistique Canada au lieu de le fonder sur les statistiques de salaires compilées par le Ministère du revenu national.

L'article 3 prévoit l'éventualité d'un changement de base par Statistique Canada.

L'article 4 fonde le maximum des gains admissibles sur le salaire de base établi selon l'article 36 de la loi avec accroissement maximum de 12½% par année jusqu'à ce que le maximum fondé sur le salaire de base soit atteint.

L'article 5 apporte une clarification. Pour fins de réduction du maximum des gains admissibles, la date de décès d'un travailleur est reportée au premier jour du mois suivant.

L'article 6 fait passer l'exemption générale, à compter de 1975, de 12% à 10% du maximum des gains admissibles.

L'article 7 apporte la même clarification que l'article 5 pour fins de réduction de l'exemption personnelle.

L'article 8 précise que, pour contribuer, le salarié ne doit pas nécessairement être simultanément au service de l'employeur.

L'article 9 apporte la même clarification.

L'article 10 supprime, à compter de l'année 1974, l'exemption spéciale pour le travailleur autonome.

EXPLANATORY NOTES

The object of section 1 is to base the notion of "residence" on that provided in the Taxation Act, including the "deemed residence" envisaged in section 8 of that Act, except where an individual is only deemed to reside in Québec because he stays there 183 days or more during the year.

Section 2 replaces the notion of "earnings index" by that of "base wage"; it bases the base wage on the average of weekly earnings published monthly by Statistics Canada rather than on the wage statistics compiled by the Minister of National Revenue.

Section 3 provides for the eventuality that Statistics Canada modifies the basis of its figures.

Section 4 bases the Maximum Pensionable Earnings on the Base Wage established under section 36 of the act, with a maximum annual increase of 12½% per annum, until the maximum in relation to the Base Wage is reached.

Section 5 clarifies a provision. For the purposes of reductions of Maximum Pensionable Earnings, the date of death of a worker is deferred to the following month.

Section 6 reduces the Basic Exemption from 12% to 10% of the Maximum Pensionable Earnings, effective from 1975.

Section 7 makes the same clarification as section 5 for the purposes of reduction of a personal exemption.

Section 8 points out that an employee need not necessarily be in the service of the employer at the same time in order to contribute.

Section 9 makes the same clarification.

Section 10 suppresses, as of the year 1974, the special exemption allowed self-employed workers.

tique Canada en vertu de la Loi sur la statistique. Act.

Le salaire de base pour la période annuelle est égal à la moyenne des salaires de base pour la période de 12 mois se terminant à la fin du mois de juin précédant l'année pour laquelle le salaire de base pour une année est calculé.

Le salaire de base pour la première période triennale est égal à la moyenne des salaires de base pour la période de 36 mois se terminant à la fin du mois de juin visé au deuxième alinéa.

Le salaire de base pour la seconde période triennale est égal à la moyenne des salaires de base pour la période de 36 mois se terminant à la fin du dix-huitième mois précédant le mois de juin visé au deuxième alinéa.

Le salaire de base pour une année est égal au salaire de base pour la période annuelle multiplié par le rapport entre le salaire de base pour la première période triennale et le salaire de base pour la seconde période triennale. »

3. L'article suivant est inséré après l'article 36 de ladite loi :

« **36a.** Lorsque Statistique Canada adopte une nouvelle méthode pour déterminer la moyenne des traitements et salaires hebdomadaires, en modifiant soit la période de référence utilisée, soit le champ d'observation visé, et que, en conséquence, le salaire de base pour la période annuelle calculé selon les données de la nouvelle méthode est supérieur ou inférieur de plus de 1% à celui calculé selon les données de l'ancienne méthode, les moyennes à utiliser pour calculer le salaire de base pour une année, pour chacune des années affectées par le changement de méthode, sont ajustées par le ministre, de concert avec le ministre des affaires sociales, de façon à tenir compte des données selon l'ancienne méthode. »

4. L'article 37 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 5 du chapitre 16 des lois de 1973, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

The Base Wage for the annual period is equal to the average Base Wage for the twelve-month period ending with the month of June preceding the year for which the Base Wage for a year is computed.

The Base Wage for the first triennial period is equal to the average Base Wage for the thirty-six-month period ending with the month of June contemplated in the second paragraph.

The Base Wage for the second triennial period is equal to the average Base Wage for the thirty-six-month period ending with the eighteenth month preceding the month of June contemplated in the second paragraph.

The Base Wage for a year is equal to the Base Wage for the annual period multiplied by the ratio that the Base Wage for the first triennial period bears to the Base Wage for the second triennial period. »

3. The following section is inserted after section 36 of the said act :

« **36a.** Where a new method is adopted by Statistics Canada to determine the average of weekly salaries and wages, by modifying either the time basis or the content basis, and as a consequence the Base Wage for the annual period computed in accordance with the data of the new method is more than 1% higher or lower than that computed in accordance with the data of the former method, the averages to be used to compute the Base Wage for a year, for each of the years affected by the change of method, are adjusted by the Minister, in cooperation with the Minister of Social Affairs, in such a way as to take into account the data gathered according to the former method. »

4. Section 37 of the said act, amended by section 10 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 5 of chapter 16 of the statutes of 1973, is again amended :

(a) by replacing the second paragraph by the following :

L'article 11 permet au gouvernement de déterminer de quelle manière et à quel moment se font les calculs relatifs au salaire de base et au maximum des gains admissibles.

Les articles 12 à 14, 18, 20, 21, 23 à 31, 34 à 36, 44 et 45 mettent sur le même pied, à l'égard du Régime de rentes, le veuf et la veuve d'un cotisant.

L'article 15 permet à la Régie de déclarer, pour les fins du régime, que le conjoint du cotisant est décédé, si ce conjoint est disparu depuis 7 ans.

À cause de la nouvelle formulation du paragraphe d de l'article 119 il aurait été impossible de payer une rente à la veuve qui était invalide au moment du décès de son mari si elle avait fait sa demande plus de 12 mois après le décès. L'article 16 corrige cette anomalie.

L'article 17 précise dans quelles circonstances un cotisant est censé avoir versé et n'avoir pas versé de contributions.

L'article 19 spécifie ce que doit être la période cotisable dans le cadre de l'article 120 de la loi.

L'article 22 fait disparaître une ambiguïté lorsqu'il s'agit d'établir la fin de la période cotisable visée à l'article 138 de la loi.

L'article 32 simplifie les modalités de paiement des rentes.

Les articles 33 et 40 prévoient une procédure de recouvrement des sommes dues à la Régie en vertu des articles 162 et 163.

L'article 37 précise que la rente d'orphelin payable à l'enfant conçu mais non encore né au moment du décès du cotisant, commence avec le mois qui suit sa naissance. Cet article fixe aussi le mois à compter duquel est payable une rente d'enfant de cotisant invalide à un enfant né ou adopté après qu'un cotisant est devenu invalide.

L'article 38 fait disparaître le pouvoir de réglementation contenu à l'article 182 de la loi et limite les exceptions y prévues aux situations qui y sont décrites.

L'article 39 empêchera que soit effectué le paiement d'une rente d'orphelin ou d'enfant de cotisant invalide à des enfants qui ne devraient pas y avoir droit.

L'article 41 permet de rectifier le registre des gains non seulement à partir des renseignements ou registres d'un employeur ou

Section 11 enables the Government to determine how and when the computations regarding the Base Wage and the Maximum Pensionable Earnings are to be made.

Sections 12 to 14, 18, 20, 21, 23 to 31, 34 to 36, 44 and 45 place the widower of a contributor on the same footing as the widow of a contributor, as far as the Pension Plan is concerned.

Section 15 empowers the Board to declare a contributor's spouse dead, for the purposes of the Plan, if he disappeared more than seven years previously.

The new draft of paragraph d of section 119 would have made it impossible to pay a pension to a widow who was disabled at the time that her husband died, if she applied for it more than twelve months after his death. Section 16 corrects this anomaly.

Section 17 specifies in what circumstances a contributor is deemed to have made, or not to have made, contributions.

Section 19 specifies what is to be taken as the contributory period within the context of section 120 of the act.

Section 22 removes some ambiguity about the manner of determining the end of the contributory period envisaged in section 138 of the act.

Section 32 simplifies the terms and conditions of payment of pensions.

Sections 33 and 40 provide a procedure for recovery of sums due to the Board under sections 162 and 163.

Section 37 specifies that the orphan's pension payable to a child conceived but not yet born at the contributor's death commences with the month following his birth. This section also determines from which month a disabled contributor's child's pension, born or adopted after the contributor became disabled, becomes payable.

Section 38 suppresses the power to regulate contained in section 182 of the act and limits exceptions to the situations described in it.

Section 39 will prevent the payment of orphan's pensions or disabled contributor's child's pensions to children who should have no right to them.

Section 41 allows the correction of the Record of Earnings not only on the basis of information furnished by an employer or

« Pour chacune des années 1968 à 1972, le maximum des gains admissibles est obtenu en multipliant \$5,000 par le rapport entre l'indice des rentes pour l'année et l'indice des rentes pour l'année 1967. »;

b) par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants:

« Pour l'année 1976 et chaque année suivante, le maximum des gains admissibles pour une année est égal à 112½% du maximum des gains admissibles pour l'année précédente, tant qu'il n'a pas atteint 52 fois le salaire de base pour l'année; à compter de l'année pour laquelle il atteint ce niveau, il est égal, pour chaque année, à 52 fois le salaire de base.

Lorsque le produit obtenu conformément au deuxième ou au quatrième alinéa n'est pas un multiple de \$100, il faut y substituer le plus proche multiple de \$100 qui y est inférieur.

Le maximum des gains admissibles pour une année ne peut être inférieur au maximum des gains admissibles pour l'année précédente. »

5. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la neuvième ligne du troisième alinéa, des mots « de son » par les mots « au mois suivant immédiatement son ».

6. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **39.** Pour les années 1966 à 1974, l'exemption générale pour chaque année est égale à 12% du maximum des gains admissibles pour l'année.

Pour l'année 1975 et chaque année suivante, l'exemption générale est égale à 10% du maximum des gains admissibles pour l'année.

Lorsque le montant obtenu conformément aux alinéas précédents n'est pas un multiple de \$100, il faut y substituer le plus proche multiple de \$100 qui y est inférieur. »

7. L'article 40 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la neuvième ligne du troisième alinéa, des mots « de

“For each of the years 1968 to 1972, the amount of the Maximum Pensionable Earnings is obtained by multiplying \$5,000 by the ratio that the Pension Index for the year bears to the Pension Index for the year 1967.”;

(b) by replacing the fourth paragraph by the following:

“For the year 1976 and each subsequent year, the amount of the Maximum Pensionable Earnings for one year is equal to 112½% of the Maximum Pensionable Earnings for the preceding year, until it has reached 52 times the Base Wage for the year; commencing with the year it reaches such level, it shall be equal, for each year, to 52 times the base wage.

When the product obtained under the second or fourth paragraph is not a multiple of \$100, the next lowest multiple of \$100 shall be substituted therefor.

The Maximum Pensionable Earnings for a year shall not be lower than the Maximum Pensionable Earnings for the preceding year.”

5. Section 38 of the said act is amended by replacing the words “or dies or prior” in the eighth and ninth lines of the third paragraph by the words “, or prior to the month immediately following his death or”.

6. Section 39 of the said act is replaced by the following:

“**39.** For the years 1966 to 1974, the Basic Exemption for each year is equal to 12% of the Maximum Pensionable Earnings for the year.

For the year 1975 and each subsequent year, the Basic Exemption is equal to 10% of the Maximum Pensionable Earnings for the year.

When the amount obtained under the preceding paragraphs is not a multiple of \$100, the next lowest multiple of \$100 shall be substituted therefor.”

7. Section 40 of the said act is amended by replacing the words “or dies, or prior” in the eighth line of the third paragraph

d'un travailleur autonome mais aussi à partir des renseignements ou registres des salariés.

L'article 42 permet à la Régie d'attribuer un numéro d'assurance sociale et de délivrer une carte matricule d'assurance sociale à tout bénéficiaire qui n'en détient pas.

L'article 43 permet à la Régie d'adopter des règlements afin de déterminer la façon d'arrondir les fractions inférieures à l'unité résultant des calculs effectués pour l'application du titre IV de la loi.

L'article 46 est de concordance.

Les articles 47 à 50 contiennent des dispositions transitoires.

L'article 51 rend l'article 1 du projet applicable aux contributions pour l'année 1975 et les années suivantes.

L'article 52 rend l'article 11 du projet applicable à compter du 1^{er} janvier 1974.

self-employed worker, or of his records, but also on that of information furnished by the employee, or of his records.

Section 42 allows the Board to assign a Social Insurance Number and issue a Social Insurance Number Card to any beneficiary who does not hold such a card.

Section 43 enables the Board to make regulations to determine the manner of rounding off any fraction less than one resulting from the calculations made for the application of Title IV of the act.

Section 46 is a concordance provision.

Sections 47 to 50 contain transitional provisions.

Section 51 makes section 1 of the bill applicable to contributions for the year 1975 and subsequent years.

Section 52 makes section 11 of the bill applicable from 1 January 1974.

son » par les mots « au mois suivant immédiatement son ».

8. L'article 47 de ladite loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « qui exécute chez un employeur un travail visé ».

9. L'article 49 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **49.** L'employeur doit payer une contribution égale à celle que chacun de ses salariés est tenu de payer en vertu de l'article 47. »

10. L'article 51 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « Est » par ce qui suit : « Pour les années 1966 à 1973, est ».

11. L'article 96 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 26 et l'article 28 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 6 du chapitre 16 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe g par le suivant :

« g) déterminer de quelle manière et à quel moment les calculs prévus aux articles 36 et 37 doivent être faits, ».

12. L'article 102 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 53 des lois de 1972, est remplacé par le suivant :

« **102.** Le conjoint survivant d'un cotisant est réputé avoir des enfants à sa charge si, dans les circonstances prescrites, il subvient entièrement ou dans une large mesure aux besoins d'un ou plusieurs enfants à la charge de ce cotisant. »

13. L'article 103 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **103.** Est réputé l'enfant d'un cotisant invalide, l'enfant à la charge de ce cotisant. »

14. L'article 104 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

by the words “, or prior to the month immediately following his death or”.

8. Section 47 of the said act is amended by striking out the words “who is employed by an employer in pensionable employment” in the first, second and third lines.

9. Section 49 of the said act is replaced by the following :

“**49.** The employer must make a contribution equal to the contribution which each of his employees is required to make under section 47.”

10. Section 51 of the said act is amended by replacing the word “Any” in the first line of the first paragraph by the words “For the years 1966 to 1973, any”.

11. Section 96 of the said act, amended by section 18 of chapter 26 and section 28 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 6 of chapter 16 of the statutes of 1973, is again amended by replacing subparagraph g by the following :

“(g) determine how and when the computations provided for in sections 36 and 37 must be made,”.

12. Section 102 of the said act, amended by section 32 of chapter 53 of the statutes of 1972, is replaced by the following :

“**102.** The surviving spouse of a contributor is deemed to have dependent children if, in prescribed circumstances, he maintains wholly or substantially one or more dependent children of that contributor.”

13. Section 103 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

“**103.** A dependent child of a disabled contributor is deemed to be the child of that contributor.”

14. Section 104 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

« **104.** Est réputé l'orphelin d'un cotisant défunt, l'enfant à la charge de ce cotisant. »

15. L'article 108 de ladite loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Les mêmes règles s'appliquent lorsque sept ans se sont écoulés sans que le conjoint survivant d'un cotisant n'ait paru au lieu de sa résidence habituelle et sans qu'on ait eu de ses nouvelles. »

16. L'article 110 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, la date à laquelle une personne est devenue invalide ne peut être fixée à une époque antérieure de plus de 12 mois à la date de présentation d'une demande de prestation, sauf s'il s'agit d'établir l'admissibilité à une rente de conjoint survivant. »

17. L'article 113 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Aux fins du présent titre, lorsque, pour une année, les gains admissibles non-ajustés d'un cotisant excèdent son exemption personnelle, il est censé avoir versé une contribution pour l'année; lorsque ses gains admissibles non-ajustés n'excèdent pas son exemption personnelle, il est censé n'avoir versé aucune contribution.

Une contribution censée avoir été versée pour une année, aux termes de l'alinéa précédent, est censée l'avoir été pour des gains afférents à tout mois pour lequel une contribution est, selon les trois premiers alinéas, censée avoir été versée. »

18. L'article 119 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par le suivant :

« *(d) une rente de conjoint survivant au conjoint survivant d'un cotisant admissible si, au décès de ce dernier, le conjoint survivant a atteint 35 ans ou est invalide ou a des enfants à sa charge;* ».

19. L'article 120 de ladite loi est modifié par l'insertion, dans la huitième ligne

“**104.** A dependent child of a deceased contributor is deemed to be the orphan of that contributor.”

15. Section 108 of the said act is amended by adding, after the second paragraph, the following :

“The same rules apply when seven years have elapsed without the surviving spouse having appeared at the place of his usual residence and without news having been had of him.”

16. Section 110 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

“Nevertheless, the day on which a person became disabled shall not be fixed at a time earlier than twelve months before the date of presentation of an application for a benefit, unless it is to establish qualification for a surviving spouse's pension.”

17. Section 113 of the said act is amended by adding, at the end, the following paragraphs :

“For the purposes of this Title, where, for a year, the unadjusted pensionable earnings of a contributor exceed his personal exemption, he is deemed to have made a contribution for that year; where his unadjusted pensionable earnings do not exceed his personal exemption, he is deemed to have made no contribution.

A contribution deemed to have been made for a year within the meaning of the preceding paragraph is deemed to have been made for earnings for any month for which a contribution is deemed to have been made according to the first three paragraphs.”

18. Section 119 of the said act is amended by replacing paragraphs *d* and *e* by the following :

“(d) *a surviving spouse's pension to the surviving spouse of a qualified contributor if, at the death of that contributor, the surviving spouse has reached 35 years of age, or is disabled or has dependent children;*”.

19. Section 120 of the said act is amended by inserting the words “as defined in

du premier alinéa, après le mot « cotisable », de ce qui suit « telle que la définit l'article 138 ».

20. Les articles 121 à 128 de ladite loi sont remplacés par les suivants :

« **121.** Pour les fins d'une prestation de décès, d'une rente de conjoint survivant ou d'une rente d'orphelin, un cotisant n'est admissible que s'il a versé des contributions pour au moins un tiers du nombre total d'années comprises entièrement ou partiellement dans sa période cotisable et, de toute façon, pour au moins trois années.

Un cotisant est également admissible pour ces fins s'il a versé des contributions pour au moins dix années.

« **122.** Lorsqu'une personne dont le conjoint est décédé se remarie alors qu'aucune rente de conjoint survivant ne lui est payable, elle n'a pas droit à une telle rente durant son remariage.

Si après le décès du conjoint par ce remariage ou un mariage subséquent, une rente de conjoint survivant lui devient payable, son conjoint décédé est censé être, pour les fins de cette rente, celui qui est nommé dans la demande.

« **123.** Lorsque le bénéficiaire d'une rente de conjoint survivant se remarie, cette rente cesse d'être versée à compter du mois qui suit celui du remariage.

« **124.** Au décès du conjoint d'une personne dont la rente de conjoint survivant a été interrompue par un remariage, celle-ci peut, sur demande à cet effet, recevoir une rente de conjoint survivant égale à la plus élevée soit de la rente interrompue soit de la rente payable en raison du décès du dernier conjoint.

« **125.** La rente de conjoint survivant interrompue par le remariage du bénéficiaire redevient payable quant le remariage est dissous autrement que par le décès du conjoint.

« **126.** Lorsqu'une rente de conjoint survivant a été interrompue par un rema-

section 138" after the word "period", in the eighth line of the first paragraph.

20. Sections 121 to 128 of the said act are replaced by the following:

“**121.** For the purposes of death benefits, surviving spouse's pensions or orphan's pensions, a contributor is not qualified unless he has made contributions for at least one-third of the total number of years included either wholly or partly within his contributory period, and, in any case, for at least three years.

A contributor is also qualified for such purposes, if he has made contributions for at least ten years.

“**122.** Where a person whose spouse has died remarries at a time when no surviving spouse's pension is payable to him, no such pension is payable to him during the period of his remarriage.

If, following the death of his spouse of that or any subsequent remarriage, a surviving spouse's pension becomes payable to him, his deceased spouse for the purposes of such pension is deemed to be the person named in the application.

“**123.** Where the beneficiary of a surviving spouse's pension remarries, such pension shall be discontinued commencing with the month following the month in which he remarried.

“**124.** Upon the death of the spouse of a person whose surviving spouse's pension has been discontinued owing to remarriage, such person may upon application therefor be paid a surviving spouse's pension equal to the pension discontinued or the pension payable by reason of the death of the last spouse, whichever is the greater.

“**125.** The surviving spouse's pension discontinued owing to the remarriage of the beneficiary again becomes payable when the remarriage is terminated otherwise than by the death of his spouse.

“**126.** When a surviving spouse's pension has been discontinued owing to re-

riage et que, par la suite, cette rente rede- vient payable ou peut le redevenir, le montant mensuel initial en est calculé comme si elle n'avait pas été interrompue.

« **127.** Il ne peut être payé, en vertu de la présente loi, qu'une seule rente de conjoint survivant à l'égard d'un cotisant défunt. De plus, lorsqu'une rente de conjoint survivant est payable à un bénéficiaire en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent, aucune autre rente de conjoint survivant ne lui est payable en vertu de la présente loi.

« **128.** Lorsqu'un cotisant décède dans l'année qui suit son mariage, aucune rente de conjoint survivant n'est payable à son conjoint à moins que la Régie ne soit convaincue que, lors du mariage, l'état de santé du cotisant laissait présumer qu'il continuerait à vivre pendant au moins une année. »

21. L'article suivant est inséré après l'article 128 de ladite loi :

« **128a.** La rente de veuve ou de veuf invalide interrompue par remariage survenu avant le 1^{er} janvier 1975 est censée être, pour l'application des articles 124 à 128, une rente de conjoint survivant. »

22. L'article 138 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « le mois » par les mots « à la fin du mois qui précède celui ».

23. L'article 143 de ladite loi, modifié par l'article 37 du chapitre 53 des lois de 1972, ainsi que l'intitulé qui le précède et qui se lit « *Rente de veuve* », sont remplacés par ce qui suit :

« Rente de conjoint survivant »

« **143.** Le montant mensuel initial de la rente de conjoint survivant payable au conjoint survivant d'un cotisant comprend dans le cas d'un conjoint survivant de moins de 65 ans :

a) une prestation à taux uniforme, calculée selon l'article 135, et

marriage and subsequently such pension again becomes payable or may again become payable, the basic monthly amount thereof shall be calculated as though it had not been discontinued.

“**127.** Under this act, only one surviving spouse's pension shall be paid with respect to a deceased contributor. Moreover, when a surviving spouse's pension is payable to a beneficiary under this act or under a similar plan, no other surviving spouse's pension shall be payable to him under this act.

“**128.** When a contributor dies within one year after his marriage, no surviving spouse's pension is payable to his spouse unless the Board is satisfied that, at the time of his marriage, the contributor's condition of health was such as to justify his having a life expectancy of at least one year.”

21. The following section is inserted after section 128 of the said act :

“**128a.** A widow's or disabled widower's pension discontinued by remarriage before 1 January 1975 is deemed for the application of sections 124 to 128 to be a surviving spouse's pension.”

22. Section 138 of the said act is amended by inserting the words “preceding that” after the word “month” in the seventh line of the first paragraph.

23. Section 143 of the said act, amended by section 37 of chapter 53 of the statutes of 1972, and the heading preceding it which reads “*Widow's Pension*” are replaced by the following :

“Surviving Spouse's Pension”

“**143.** A surviving spouse's pension payable to the surviving spouse of a contributor is a basic monthly amount which, in the case of a surviving spouse under 65 years of age, is :

(a) a flat rate benefit, calculated in accordance with section 135, and

b) 37.5% du montant de la rente de retraite du cotisant, calculé selon l'article 146.

Si, toutefois, au décès du cotisant, le conjoint survivant n'a pas d'enfant à sa charge et n'est pas invalide, il faut réduire le montant de la rente prévue au présent article de 1/120 pour chacun des mois qui, au décès du cotisant, restent à courir avant que son conjoint survivant atteigne 45 ans.

De plus, si le conjoint survivant qui a droit à une rente de conjoint survivant en raison du fait qu'il était invalide ou avait des enfants à sa charge cesse, après le décès du cotisant, d'être invalide ou d'avoir des enfants à sa charge, il faut réduire le montant de la rente prévue au présent article de 1/120 pour chacun des mois qui restent alors à courir avant que le conjoint survivant atteigne 45 ans. »

24. Les articles 144 et 145 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **144.** Le montant mensuel initial de la rente de conjoint survivant payable au conjoint survivant d'un cotisant est égal, dans le cas d'un conjoint survivant qui a atteint 65 ans, à 60% du montant de la rente de retraite du cotisant, calculé selon l'article 146.

Toutefois, pour un conjoint survivant qui atteint 65 ans en 1968 ou 1969, le montant mensuel initial ne doit pas être inférieur à celui de la rente payable avant cet âge aussi longtemps qu'en vertu de l'article 164, aucune rente de retraite ne peut être payable à une personne de son âge.

« **145.** Lorsque sont payables au conjoint survivant d'un cotisant une rente de conjoint survivant prévue par la présente loi et une rente de retraite prévue par la présente loi ou un régime équivalent, le montant mensuel initial de la rente de conjoint survivant payable à ce conjoint survivant est le montant qui, ajouté au montant mensuel de la rente de retraite qui lui est payable, est égal au moindre des deux montants suivants:

- a) le plus élevé de
- i. 60% de la somme du montant men-

b) 37.5% of the amount of the contributor's retirement pension, calculated in accordance with section 146.

Nevertheless, if, at the time of the contributor's death, the surviving spouse has no dependent children and is not disabled, the amount of the pension provided for in this section must be reduced by 1/120 for each month by which the age of the surviving spouse at the time of the death of the contributor is less than 45 years.

Moreover, if the surviving spouse who is entitled to a surviving spouse's pension by reason of disability or of having dependent children ceases, after the death of the contributor, to be disabled or to have dependent children, the amount of the pension provided for in this section must be reduced by 1/120 for each month by which the age of the surviving spouse at that time is less than 45 years."

24. Sections 144 and 145 of the said act are replaced by the following:

“**144.** A surviving spouse's pension payable to the surviving spouse of a contributor is a basic monthly amount which, in the case of a surviving spouse who has reached 65 years of age, is equal to 60% of the amount of the contributor's retirement pension, calculated as provided in section 146.

However, for a surviving spouse who reaches 65 years of age in 1968 or 1969, such basic monthly amount shall not be less than the basic monthly amount of the pension payable to him before he reached such age as long as by virtue of section 164 no retirement pension may become payable to a person of his age.

“**145.** Where a surviving spouse's pension under this act and a retirement pension under this act or under a similar plan are payable to the surviving spouse of a contributor, the basic monthly amount of the surviving spouse's pension payable to such surviving spouse is an amount that, when added to the monthly amount of the retirement pension payable to him, equals the lesser of the two following amounts:

- (a) the greater of
- (i) 60% of the total of the monthly

suel de la rente de retraite payable à ce conjoint survivant et du montant de la rente de retraite du cotisant, calculé selon l'article 146, ou

ii. le montant mensuel de la rente de retraite payable à ce conjoint survivant, plus 37.5% du montant de la rente de retraite du cotisant, calculé selon l'article 146;

b) 1/12 de 25% de la moyenne du maximum des gains admissibles pour l'année au cours de laquelle le conjoint survivant acquiert droit à la rente de conjoint survivant ou de retraite, alors qu'il a déjà droit à l'une ou l'autre, et pour chacune des deux années précédentes. »

25. L'article 146 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 10 du chapitre 16 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **146.** Le montant de la rente de retraite du cotisant à utiliser dans le calcul de la rente de conjoint survivant est celui qui est utilisé dans le calcul de la prestation de décès.

Cependant, ce montant doit à cette fin être ajusté à compter du mois au cours duquel le conjoint survivant

a) atteint 65 ans, après le décès du cotisant,

b) acquiert droit à une rente de conjoint survivant en vertu de la présente loi ou à une rente de retraite en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent alors qu'il a déjà droit à l'une ou l'autre, ou

c) acquiert droit à une rente de conjoint survivant.

L'ajustement mentionné à l'alinéa précédent consiste à multiplier ce montant par la proportion que représente l'indice des rentes pour l'année comprenant le mois en question par rapport à l'indice des rentes pour l'année au cours de laquelle le cotisant est décédé.

Toutefois, dans le cas de tout conjoint survivant

a) d'un cotisant décédé avant 1974 et

amount of the retirement pension payable to such surviving spouse and the amount of the contributor's retirement pension, calculated as provided in section 146, and

(ii) the monthly amount of the retirement pension payable to such surviving spouse, plus 37.5% of the amount of the contributor's retirement pension, calculated as provided in section 146;

(b) 1/12 of 25% of the average of the Maximum Pensionable Earnings for the year in which the surviving spouse first became entitled to the surviving spouse's or retirement pension, having become entitled to the other such pension, and for each of the two preceding years."

25. Section 146 of the said act, amended by section 38 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 10 of chapter 16 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **146.** The amount of the contributor's retirement pension to be used in calculating the surviving spouse's pension shall be that used in calculating the death benefit.

Nevertheless, such amount shall, for such purpose, be adjusted commencing with the month in which the surviving spouse

(a) reached 65 years of age, not having reached that age at the time of the death of the contributor,

(b) first became entitled to a surviving spouse's pension under this act or a retirement pension under this act or under a similar plan, having become entitled to the other such pension, or

(c) became entitled to a surviving spouse's pension.

The adjustment mentioned in the preceding paragraph consists in multiplying such amount by the ratio that the Pension Index for the year that includes that month bears to the Pension Index for the year in which the contributor died.

However, for any surviving spouse

(a) of a contributor who died prior to 1974, and

b) qui a acquis droit à une rente de conjoint survivant à compter d'un mois d'une année postérieure à 1973, l'ajustement mentionné au présent article consiste à multiplier le montant de la rente de retraite du cotisant à utiliser dans le calcul de la rente de conjoint survivant par la proportion que représente l'indice des rentes pour l'année où la rente de conjoint survivant devient payable par rapport à l'indice des rentes pour l'année au cours de laquelle le cotisant est décédé, comme si ce dernier indice n'avait pas été assujéti aux limites fixées par les paragraphes *a* et *b* du deuxième alinéa de l'article 129*a*. »

26. L'article 147 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **147.** Aux fins de l'article 145, le montant mensuel de la rente de retraite payable au conjoint survivant d'un cotisant doit être calculé sans tenir compte des articles 167 à 171, ni des dispositions analogues d'un régime équivalent, comme le serait le montant d'une telle rente payable à ce conjoint survivant pour un mois de l'année au cours de laquelle il acquiert droit à la rente de conjoint survivant ou de retraite alors qu'il a déjà droit à l'une ou l'autre. »

27. L'article 148 de ladite loi, modifié par l'article 39 du chapitre 53 des lois de 1972, est remplacé par le suivant :

« **148.** Lorsque sont payables au conjoint survivant d'un cotisant une rente de conjoint survivant en vertu de la présente loi et une rente d'invalidité en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent, le montant mensuel initial de la rente de conjoint survivant payable à ce conjoint survivant ne doit pas excéder le montant qui, ajouté au montant de la rente d'invalidité qui lui est payable pour un mois de l'année au cours de laquelle il acquiert droit à la rente de conjoint survivant ou d'invalidité alors qu'il a déjà droit à l'une ou l'autre, est égal à 1/12 de 25% de la moyenne du maximum des gains admissibles pour ladite année et pour chacune des deux années précédentes.

b) who becomes entitled to a surviving spouse's pension commencing in any month of a year posterior to 1973, the adjustment contemplated in this section consists in multiplying the amount of the contributor's retirement pension to be used in computing the surviving spouse's pension by the ratio that the Pension Index for the year in which the surviving spouse's pension becomes payable bears to the Pension Index for the year during which the contributor died, as if the latter index has not been subject to the limitations fixed by subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 129*a*." »

26. Section 147 of the said act is replaced by the following :

“ **147.** For the purposes of section 145, the monthly amount of the retirement pension payable to the surviving spouse of a contributor shall be calculated without regard to sections 167 to 171, or any similar provisions of a similar plan, as the amount thereof payable to such surviving spouse for a month in the year in which he first became entitled to the surviving spouse's or retirement pension, having become entitled to the other such pension.”

27. Section 148 of the said act, amended by section 39 of chapter 53 of the statutes of 1972, is replaced by the following :

“ **148.** Where a surviving spouse's pension under this act and a disability pension under this act or under a similar plan are payable to the surviving spouse of a contributor, the basic monthly amount of the surviving spouse's pension payable to such surviving spouse shall not exceed an amount that, when added to the amount of the disability pension payable to him for a month in the year in which he first became entitled to the surviving spouse's or disability pension, having become entitled to the other such pension, equals 1/12 of 25% of the average of the Maximum Pensionable Earnings for that year and for each of the two preceding years.

Toutefois, le total des deux rentes visées à l'alinéa précédent et qui sont payables au conjoint survivant ne doit jamais être inférieur au montant mensuel initial de la rente de conjoint survivant qui serait payable à ce conjoint survivant si aucune rente d'invalidité ne lui était payable en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent. »

28. L'article 149 de ladite loi, l'intitulé qui le précède et qui se lit « *Rente de veuf invalide* », ainsi que les articles 150 et 151, sont abrogés.

29. L'article 152 de ladite loi, modifié par l'article 40 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 11 du chapitre 16 des lois de 1973, est abrogé.

30. L'article 153 de ladite loi est abrogé.

31. L'article 154 de ladite loi, modifié par l'article 41 du chapitre 53 des lois de 1972, est abrogé.

32. L'article 160 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **160.** Le paiement d'une prestation est dû au début du mois, mais il est versé au plus tard le dernier jour de ce mois.

Toutefois, lorsque le paiement d'une prestation est autorisé après la fin du mois pour lequel le premier paiement en est payable, les paiements mensuels commencent le mois qui suit l'autorisation et les paiements pour les mois précédents sont versés en une seule somme dans les plus brefs délais. »

33. Les articles suivants sont insérés après l'article 163 de ladite loi :

« **163a.** Lorsqu'une dette visée par les articles 162 et 163 n'a pas été recouvrée ou remise par la Régie, cette dernière doit mettre en demeure le débiteur au moyen d'un avis écrit qui énonce les motifs pour lesquels, selon la Régie, le montant y indi-

Nevertheless, the aggregate of the two pensions contemplated in the preceding paragraph and payable to the surviving spouse must never be an amount less than the monthly basic amount of the surviving spouse's pension which would have been payable to that surviving spouse had no disability pension been payable to him under this act or under a similar plan."

28. Section 149 of the said act, the heading preceding it which reads "*Disabled Widower's Pension*", and sections 150 and 151, are repealed.

29. Section 152 of the said act, amended by section 40 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 11 of chapter 16 of the statutes of 1973, is repealed.

30. Section 153 of the said act is repealed.

31. Section 154 of the said act, amended by section 41 of chapter 53 of the statutes of 1972, is repealed.

32. Section 160 of the said act is replaced by the following :

"**160.** A benefit becomes payable at the beginning of the month and payment thereof shall be made in arrears not later than the last day of the month.

Nevertheless, where payment of a benefit is approved after the end of the month for which the first payment thereof is payable, monthly payments of the benefit shall be made for months commencing with the month following the month in which payment of the benefit is approved and payments of the benefit for months preceding that month shall be paid in one sum as soon as possible."

33. The following sections are inserted after section 163 of the said act :

"**163a.** Where a debt contemplated in sections 162 and 163 has not been recovered or remitted by the Board, the latter shall put the debtor in default by means of a written notice stating the reasons why, in the Board's opinion, the

qué est exigible et mentionne le droit du débiteur de se pourvoir à l'encontre de cette décision selon les articles 194 à 197.

« **163b.** Lorsque le débiteur est en défaut de se pourvoir comme ci-dessus ou lorsque la décision de la Régie est maintenue par la Commission de révision, le président ou le secrétaire de la Régie peut délivrer un certificat

a) attestant le défaut du débiteur de se pourvoir à l'encontre de la décision de la Régie ou, selon le cas, alléguant la décision de la Commission de révision qui maintient la décision de la Régie, et

b) attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû.

« **163c.** Sur dépôt au greffe du tribunal compétent quant au montant réclamé, de copie certifiée d'une décision de la Commission de révision, s'il en est, ou du certificat visé à l'article 197*a* s'il y a lieu, et, dans tous les cas, du certificat visé à l'article 163*b*, lequel fait preuve de la décision de la Régie ou de la Commission de révision, ainsi que de l'exigibilité de la dette et du montant dû, le tribunal peut, sur requête sommaire de la Régie, homologuer, avec dépens contre le débiteur, l'une ou l'autre des décisions ci-dessus, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors du terme, le juge a la même juridiction que le tribunal, pour les fins du présent article.

« **163d.** La requête est présentée devant le tribunal du district du domicile ou de la résidence du débiteur; elle doit être signifiée à ce dernier de la même manière et avec le même délai qu'un bref d'assignation ordinaire en Cour Supérieure.

« **163e.** Nulle contestation ne peut être engagée sur une demande d'homologation.

« **163f.** La décision homologuée est exécutoire quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée.

« **163g.** Le jugement d'homologation et la décision homologuée sont sans appel. »

amount therein indicated is due and mentioning the debtor's right to appeal from that decision pursuant to sections 194 to 197.

“**163b.** Where the debtor fails to appeal as provided above or where the decision of the Board is upheld by the Review Commission, the president or the secretary of the Board may deliver a certificate

(a) attesting to the debtor's failure to appeal from the Board's decision or, as the case may be, referring to the decision of the Review Commission to uphold the Board's decision, and

(b) attesting that the debt is due and the amount thereof.

“**163c.** Upon the filing, at the office of the court having jurisdiction according to the amount claimed, of a certified copy of a decision of the Review Commission, if any, or of the certificate, if any, contemplated in section 197*a*, and, in all cases, of the certificate contemplated in section 163*b*, which makes proof of the decision of the Board or of the Review Commission, of the exigibility of the debt and of the amount due, the court may, upon summary motion of the Board, homologate, with costs against the debtor, either of the above decisions, which becomes executory as any other judgment. During judicial vacations or when the court is not sitting, the judge has the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.

“**163d.** The motion is presented before the court of the district of the domicile or residence of the debtor; it must be served on the latter in the same manner and within the same delay as an ordinary writ of summons to the Superior Court.

“**163e.** A motion of homologation cannot be contested.

“**163f.** The decision homologated is executory fifteen days after the date on which it was homologated.

“**163g.** The judgment of homologation and the decision homologated are final.”

34. L'article 177 de ladite loi, modifié par l'article 53 du chapitre 53 des lois de 1972, ainsi que l'intitulé qui le précède et qui se lit « *Rente de veuve* », sont remplacés par ce qui suit:

« Rente de conjoint survivant »

« **177.** La rente de conjoint survivant est payable à compter du mois qui suit le mois du décès du cotisant si son conjoint survivant, à son décès, a atteint 35 ans, a des enfants à sa charge ou est invalide.

Toutefois, aucune rente de conjoint survivant n'est payable à l'égard d'un mois antérieur au douzième mois précédant celui qui suit le mois où la demande est reçue. »

35. L'article 178 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **178.** Sous réserve de la présente loi, la rente de conjoint survivant est payable à un bénéficiaire sa vie durant et cesse à la fin du mois de son décès. »

36. Les articles 179 et 180 de ladite loi ainsi que l'intitulé qui les précède et qui se lit « *Rente de veuf invalide* » sont abrogés.

37. L'article 181 de ladite loi, modifié par l'article 54 du chapitre 53 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **181.** La rente d'orphelin est payable à compter du mois qui suit celui du décès du cotisant ou, dans le cas d'un enfant né viable dans les 300 jours du décès du cotisant, à compter du mois qui suit celui de sa naissance. »;

b) par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Dans le cas de l'enfant légitime ou naturel d'un cotisant invalide né après la date où ce dernier est devenu invalide ou dans le cas d'un enfant adopté légalement par ce cotisant après cette même date, la rente d'enfant de cotisant invalide est

34. Section 177 of the said act, amended by section 53 of chapter 53 of the statutes of 1972, and the heading preceding it which reads "*Widow's Pension*", are replaced by the following:

"Surviving Spouse's Pension"

"**177.** A surviving spouse's pension is payable commencing with the month following that in which the contributor died if, at his death, the surviving spouse had reached 35 years of age, had dependent children or was disabled.

Nevertheless, no surviving spouse's pension is payable with respect to any month earlier than the twelfth month preceding the month following that in which the application was received."

35. Section 178 of the said act is replaced by the following:

"**178.** Subject to this act, a surviving spouse's pension shall continue to be paid during the lifetime of the beneficiary, and shall cease at the end of the month in which the beneficiary dies."

36. Sections 179 and 180 of the said act and the heading preceding them which reads "*Disabled Widower's Pension*" are repealed.

37. Section 181 of the said act, amended by section 54 of chapter 53 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

"**181.** An orphan's pension is payable commencing with the month following the month in which the contributor died or, in the case of a child born viable within the 300 days following the death of the contributor, commencing with the month following his birth.";

(b) by inserting, after the second paragraph, the following:

"In the case of the legitimate or natural child of a disabled contributor born after the date on which the contributor became disabled or in the case of a child adopted legally by the contributor after that date, a disabled contributor's child's pension is

payable à compter du mois qui suit celui de la naissance ou de l'adoption légale de l'enfant. »

38. L'article 182 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **182.** Lorsqu'une rente d'orphelin est payable à un bénéficiaire en vertu de la présente loi ou en vertu d'un régime équivalent, ni une rente d'enfant de cotisant invalide ni une autre rente d'orphelin ne lui est payable en vertu de la présente loi.

Lorsqu'une rente d'enfant de cotisant invalide est payable à un bénéficiaire en vertu de la présente loi ou en vertu d'un régime équivalent, ni une rente d'orphelin ni une autre rente d'enfant de cotisant invalide ne lui est payable en vertu de la présente loi.

Aucune rente d'enfant de cotisant invalide n'est payable à un enfant devenu l'enfant d'un cotisant invalide après la date où ce dernier est devenu invalide à moins qu'il ne s'agisse de l'enfant légitime, naturel ou adoptif de ce cotisant. »

39. L'article 183 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un enfant a acquis le droit à la rente d'orphelin ou d'enfant de cotisant invalide, à titre d'enfant à charge d'un cotisant autre que ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, il cesse d'y avoir droit à la fin du mois où il retourne vivre avec l'un ou l'autre de ces derniers. »

40. L'article suivant est inséré après l'article 197 de ladite loi :

« **197a.** Sur demande de la Régie, un greffier de la Commission de révision doit émettre un certificat attestant l'absence de pourvoi à l'encontre d'une décision de la Régie. »

41. L'article 202 de ladite loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « autonome ».

42. L'article suivant est inséré après l'article 212 de ladite loi :

payable commencing with the month following the month of the birth or legal adoption of the child."

38. Section 182 of the said act is replaced by the following :

“**182.** Where an orphan's pension is payable to a beneficiary under this act or under a similar plan, no disabled contributor's child's pension or other orphan's pension is payable to him under this act.

Where a disabled contributor's child's pension is payable to a beneficiary under this act or under a similar plan, no orphan's or other disabled contributor's child's pension is payable to him under this act.

No disabled contributor's child's pension is payable to the child who became the child of a disabled contributor after the date the latter became disabled unless the child is the legitimate, natural or adopted child of such contributor."

39. Section 183 of the said act is amended by adding the following paragraph :

“Where a child became entitled to an orphan's or disabled contributor's child's pension, as the dependent child of a contributor other than his legitimate, natural or adoptive father and mother, he ceases to be entitled to it at the end of the month in which he goes back to live with either of such parents."

40. The following section is inserted after section 197 of the said act :

“**197a.** At the request of the Board, a clerk of the Review Commission must issue a certificate attesting that no appeal lies from a decision of the Board."

41. Section 202 of the said act is amended by striking out the word “self-employed” in the third and fourth lines of the second paragraph.

42. The following section is inserted after section 212 of the said act :

« **212a.** La Régie peut attribuer un numéro d'assurance sociale et délivrer une carte matricule d'assurance sociale à tout bénéficiaire qui n'en détient pas. »

43. L'article 226 de ladite loi, modifié par l'article 63 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 12 du chapitre 16 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« (v) déterminer la façon d'arrondir les fractions inférieures à l'unité résultant des calculs effectués pour l'application du titre IV. »

44. L'article 234d de ladite loi, édicté par l'article 65 du chapitre 53 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot « veuve » par les mots « conjoint survivant ».

45. L'article 234e de ladite loi, édicté par l'article 65 du chapitre 53 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe a du premier alinéa, du mot « veuve » par les mots « conjoint survivant ».

46. L'article 234g de ladite loi, édicté par l'article 65 du chapitre 53 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: « et le remboursement dû par application des articles 44 et 45 du chapitre (*numéro de chapitre du projet de loi no 64*) des lois de 1974, à compter du 1^{er} janvier 1975 ».

47. Nonobstant l'article 156 du Régime de rentes du Québec et selon les autres règles établies par ladite loi, la Régie des rentes du Québec doit, à compter du 1^{er} janvier 1975, payer une rente de conjoint survivant à toute personne à qui est payable pour le mois de décembre 1974 une rente de veuve ou une rente de veuf invalide.

48. Aucune rente de conjoint survivant n'est payable pour un mois antérieur au 1^{er} janvier 1975, sauf à un bénéficiaire qui aurait eu droit pour le même mois en vertu du Régime de rentes du Québec à une rente de veuve ou une rente de veuf

“**212a.** The Board may assign a Social Insurance Number and issue a Social Insurance Number Card to any beneficiary who does not hold such a card.”

43. Section 226 of the said act, amended by section 63 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 12 of chapter 16 of the statutes of 1973, is again amended by adding the following paragraph:

“(v) determining the manner of rounding off a fraction that is less than one resulting from the calculations made in the application of Title IV.”

44. Section 234d of the said act, enacted by section 65 of chapter 53 of the statutes of 1972, is amended by replacing the word “widow” in the fifth line of the first paragraph by the words “surviving spouse”.

45. Section 234e of the said act, enacted by section 65 of chapter 53 of the statutes of 1972, is amended by replacing the word “widow” in the second line of subparagraph a of the first paragraph by the words “surviving spouse”.

46. Section 234g of the said act, enacted by section 65 of chapter 53 of the statutes of 1972, is amended by adding, at the end, the following: “and the repayment due through the application of sections 44 and 45 of chapter (*Chapter number of Bill No. 64*) of the statutes of 1974, from 1 January 1975”.

47. Notwithstanding section 156 of the Québec Pension Plan and in accordance with the other rules established by the said act, the Québec Pension Board must, commencing on 1 January 1975, pay a surviving spouse's pension to every person to whom a widow's pension or a disabled widower's pension is payable for the month of December 1974.

48. No surviving spouse's pension is payable for a month prior to 1 January 1975 except to a beneficiary who would have been entitled for the same month by virtue of the Québec Pension Plan to a widow's pension or a disabled widower's

invalide si demande en avait été faite et le paiement autorisé avant cette date.

49. La rente de conjoint survivant est payable en conformité avec les dispositions du Régime de rentes du Québec à la veuve d'un cotisant admissible qui, après le décès de ce cotisant mais avant le 1^{er} janvier 1975, est devenue invalide.

50. Aucune rente d'orphelin ou d'enfant de cotisant invalide n'est payable pour un mois antérieur au 1^{er} janvier 1975 à un bénéficiaire qui n'aurait pas eu droit à une telle rente s'il en avait fait la demande avant cette date.

51. L'article 1 s'applique aux contributions pour l'année 1975 et les années suivantes.

52. L'article 10 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1974.

53. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1975.

pension had application for it been made and payment been authorized before that date.

49. The surviving spouse's pension is payable in conformity with the provisions of the Québec Pension Plan to the widow of a qualified contributor who, after the death of such contributor but before 1 January 1975, became disabled.

50. No orphan's or disabled contributor's child's pension is payable for a month prior to 1 January 1975 to a beneficiary who would not have been entitled to such a pension if he had applied for it before that date.

51. Section 1 applies to contributions for the year 1975 and subsequent years.

52. Section 10 applies from 1 January 1974.

53. This act shall come into force on 1 January 1975.